

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY CEDEX

NANCY, le 27/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TTM ENVIRONNEMENT

297 Chemin de l'Ecluse
ZI Pré à Varois
54670 CUSTINES

Référence : BV/NW/1759_2022

Code AIOT : 0006200137

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2022 dans l'établissement TTM ENVIRONNEMENT implanté 297 Chemin de l'Ecluse ZI Pré à Varois - 54670 CUSTINES. L'inspection a été annoncée le 16/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TTM ENVIRONNEMENT
- 297 Chemin de l'Ecluse ZI Pré à Varois - 54670 CUSTINES
- Code AIOT : 0006200137
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TTM Environnement est autorisée par l'arrêté préfectoral 2006-523 du 12 avril 2007 modifié à exploiter sur la commune de Custines des installations de transit et traitement de déchets non dangereux de métaux, de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale performance et tri dans les installations de tri, traitement, regroupement de déchets
- Sécurité incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/04/2007, article 13.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Stockage de déchets de plâtre	Arrêté Préfectoral du 13/04/2022, article 2	/	Sans objet
2	Rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 13/04/2022, article 2	/	Sans objet
3	Capacité des installations	Arrêté Préfectoral du 12/04/2007, article 9	/	Sans objet
4	Admission	Arrêté Préfectoral du 12/04/2007, article 9	/	Sans objet
5	Gestion des anomalies à l'admission	Arrêté Préfectoral du 12/04/2007, article 9	/	Sans objet
6	Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 12/04/2007, article 18	/	Sans objet
7	Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 12/04/2007, article 21	/	Sans objet
8	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/04/2007, article 13.2	/	Sans objet
9	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/04/2007, article 13.2	/	Sans objet
11	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

S'agissant des prescriptions de l'AP de mise en demeure du 13/04/2022, les conditions de stockage des déchets de plâtre satisfont aux exigences, l'exploitant s'est engagé à présenter une analyse de la qualité des eaux pluviales d'ici au 15 novembre. La levée de l'AP sera étudiée au regard du résultat de l'analyse.

La réserve d'eau implantée au Nord du site ne semblait pas pleinement opérationnelle, tant au

niveau du remplissage que de la protection des éléments de manœuvre.

Le jour de la visite, la capacité globale de rétention du bâtiment « papiers » était a minima amputée de la contribution prévue pour les canalisations (200 m³). Par ailleurs, au regard de la détérioration des barrières mobiles leur efficacité en cas de sinistre n'est pas garantie.

L'exploitant transmettra des éléments de réponse à l'inspection, lesquels sont précisés dans les fiches de constat ci après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage de déchets de plâtre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2022, article 2
Thème(s) : Autre, Mise en demeure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le stockage de déchets de plâtre n'est pas exposé aux intempéries.
Constats : Le jour de la visite, les déchets de plâtre étaient entreposés dans le bâtiment Nord-Ouest (dédié principalement aux mâchefers).
Observations : Les conditions de stockage des déchets de plâtre satisfont aux exigences de l'article 2 de l'AP de mise en demeure du 13/04/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2022, article 2
Thème(s) : Autre, Mise en demeure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales ruisselantes sur les aires de stockage extérieures, les aires de circulation, de stationnement, de chargement et déchargement sont traitées par des dispositifs adaptés. Un nouveau contrôle de la qualité des eaux pluviales, prélevées sur les 2 points de rejet a été réalisé.
Constats : L'exploitant a déclaré être en capacité de présenter une analyse de qualité des eaux pluviales d'ici au 15 novembre. L'exploitant transmettra ce résultat d'analyse dès réception à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Capacité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2007, article 9
Thème(s) : Autre, Capacité de prise en charge de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de l'installation est pour chacune des rubriques listées de : > 2713 : métaux et assimilés non dangereux 2200 m ² ; > 2714 : papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois non dangereux 200 t ; > 2716 : mâchefers 45 000 m ³ ; > 2791 : traitement de déchets non dangereux 270 t/j dont : <ul style="list-style-type: none">• déchets de papiers 50 t/j• eaux grasses 3,6 t/j• mâchefers 216 t/j
Constats : L'exploitant a déclaré avoir sur l'exercice 2021, pour 260 jours travaillés, avoir traité : > en bois 6 500 t sur l'exercice ; > en papier 10 t/j au global ; > en déchets industriels banals « DIB » 60 t/j au global ; > en mâchefers 37 000 tonnes annuelles, soit 142 t/j. L'exploitant n'est à ce jour pas concerné par le traitement d'eaux grasses. L'exploitant a déclaré n'être concerné par l'absence d'exutoire de valorisation que pour quelques matières : le bitume présent dans les bennes de DIB ou les plastiques complexes (composites et PVC particulièrement chlorés). Le bilan déclaré par l'exploitant n'appelle pas de remarques quant au respect des seuils de la nomenclature ICPE auxquels il est soumis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2007, article 9
Thème(s) : Autre, Admission des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Admission des déchets
Constats : L'exploitant a déclaré que la dernière révision de ses procédures d'admission avait eu lieu le 24/12/2019. L'exploitant a déclaré disposer d'un portique de contrôle de radioactivité opérationnel, dont il a présenté le dernier rapport de vérification en date du 19/02/2020. Aucune non conformité n'était inscrite dans le document.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des anomalies à l'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2007, article 9
Thème(s) : Autre, Procédure de refus
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Procédure de refus
Constats : Aucune mention n'est portée sur le registre des refus des 12 derniers mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2007, article 18
Thème(s) : Autre, Entreposage - mâchefers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La durée du stockage et de la maturation ne pourra en aucun cas [...] excéder 12 mois. Au delà de ce terme, les mâchefers seront soit valorisés soit dirigés vers une décharge autorisée à cet effet.
Constats : L'exploitant a déclaré ne pas souffrir de tension sur ses exutoires de mâchefers -mise en œuvre en technique routières- de nature à le contraindre au stockage pour une durée supérieure à 12 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2007, article 21
Thème(s) : Autre, Entreposage - papiers/cartons
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une allée interne [...]de 8 m de large est maintenue libre en permanence. Le bâtiment [...] comporte 5 zones de stockages [...] Une séparation de 30 m est maintenue en permanence entre le stockage de déchets de papiers entrants et celui des produits finis. 3 dépôts de déchets de papiers (produits entrants ou produits finis CSR) seront délimités par une paroi de plots amovibles en béton de 4m de hauteur et 0,75 m d'épaisseur. La hauteur de stockage des papiers est limitée à 3 m au sein de ces 3 dépôts.
Constats : Le respect de ces conditions de stockage a été constaté par l'inspection lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyen de lutte Contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2007, article 13.2
Thème(s) : Autre, Moyen de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme qualifié.
Constats : L'exploitant a présenté un rapport de vérification des dispositifs de protection incendie daté du 11/02/2022. S'agissant des 9 RIA, 3 robinets ont fait l'objet d'une réparation à la suite de la vérification. S'agissant des 59 extincteurs -dont 3 sur roues- et les 8 trappes de désenfumage implantées sur le site aucune non conformité n'a persisté après la vérification.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Moyen de lutte Contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2007, article 13.2
Thème(s) : Autre, Moyen de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les ressources en eau sont constituées : > d'une réserve mutualisée avec la société voisine ASCOMETAL pour 120 m ³ ; > de deux réserves de 240 m ³ chacune situées à proximité du bâtiment « papiers » ; > d'une réserve incendie de 300 m ³ située en face de l'entrée de l'établissement. Cette réserve doit présenter les caractéristiques suivantes [...], hauteur d'aspiration inférieure à 6 m, accessibilité en toutes circonstances, par une voie de 3 m de large [...] Les 4 réserves doivent être accessibles en permanence et une aire d'exercice dédiée, de 30 m ² doit être maintenue opérationnelle en toutes circonstances.
Constats : La réserve d'eau implantée au Nord du site ne semblait pas le jour de la visite être pleinement remplie. Les dispositifs de protection des robinets de manœuvre de la réserve d'eau n'étaient pas parfaitement positionnés pour garantir leur mise hors gel. L'exploitant a déclaré que la dite réserve a fait l'objet d'une réparation suite à une fuite en 2020.
Observations : L'exploitant s'assurera de la pleine capacité de la réserve d'eau implantée au Nord de son site, tant au niveau du remplissage que de l'efficacité de la protection des éléments de manœuvre. Il en transmettra la justification à l'inspection sous un délai d'une semaine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2007, article 13.3
Thème(s) : Autre, Collecte des eaux d'extinction et confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre. [...] Ce confinement est réalisé par une capacité de rétention minimale de 1096 m³ constituée par : > le dispositif de rétention du bâtiment « papiers » ; > l'obturation par système gonflable des canalisations d'évacuation des eaux pluviales, pour un volume de 200 m³. Le système d'obturation doit pouvoir être fermé de manière automatique ou manuelle dès la détection d'un incident sur le bâtiment « papiers ». Une procédure particulière est établie par l'exploitant pour préciser le fonctionnement de ce dispositif.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté un rapport de maintenance en date du 21/09/2021, constatant l'inefficacité de l'obturateur de canalisation. Le premier dispositif de ce type avait été installé en juillet 2017, avant de subir un remplacement en juillet 2019. L'exploitant a présenté un devis en date du 03/10/2022 quant à un second remplacement de l'obturateur. Lors de la visite, les barrières mobiles que l'exploitant met en œuvre pour assurer le confinement des eaux d'extinction à l'entrée du bâtiment « papiers » et qu'il manipule à ce titre lors de l'ouverture du site et de sa fermeture étaient significativement détériorées. Ces barrières d'une hauteur de 15 cm, semblent pouvoir être substituées par un dispositif fixe et durable de type rampe/saut.</p> <p>Observations : S'il appartient à l'exploitant de choisir le moyen technique qui lui permette de disposer d'une capacité de rétention de 1096 m³ au sein du bâtiment « papiers » de son exploitation, il apparaît que les moyens techniques qu'il a mis en œuvre jusqu' alors ne sont pas en capacité de satisfaire en toutes circonstances aux exigences prescrites dans son AP d'autorisation. Le jour de la visite, la capacité globale de rétention du bâtiment « papiers » était à minima amputée de la contribution prévue pour les canalisations (200 m³). Par ailleurs, au regard de la détérioration des barrières mobiles, leur efficacité en cas de sinistre n'est pas garantie. Aussi, sous 30 jours, l'exploitant transmettra : > une évaluation de sa capacité de rétention réelle ; > la preuve de l'engagement d'achats ou de travaux pour recouvrer sa pleine capacité de rétention.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, traçabilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis le registre des déchets entrants et sortants qu'il a produit au titre du mois d'août 2022. Les éléments transmis n'appellent pas de remarques quant aux informations de traçabilité prescrites par les articles 1 et 2 de l'AM du 31/05/2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet